# NPA: Le report du congrès, ou comment ne pas se donner les moyens de surmonter la crise du parti




Le CPN a décidé de reporter, une fois de plus, le congrès du parti. Décidé ou plutôt « enregistré » une motion élaborée en haut lieu. Car il n'y a plus de votes au CPN : la direction officielle du parti est mise en « pause » parce qu'il serait impossible de voter en distanciel. C'est pourtant parfaitement possible : il suffirait de créer un document partagé avec la liste des votes, et chaque élu du CPN pourrait voter ! De la même façon, il aurait fallu maintenir le congrès en juin, car on peut espérer qu'il sera possible de se réunir physiquement en mai-juin. En outre, même si cela n'était pas possible, il faudrait tenir des AG virtuelles.

Mais les principaux courants du parti en ont décidé autrement, malgré notre opposition ou celle du NPA 63. Il serait possible de rassembler le parti autour d'un candidat à l'élection présidentielle, en reportant à plus tard la refondation du parti. C'est une illusion complète, qui traduit une dérive électoraliste s'en remettant aux « vertus » de l'élection présidentielle pour relancer le parti. Les camarades de la U en font un test : soyez de bon-ne-s militant-e-s pour l'élection présidentielle, et nous accepterons de vous garder dans le parti ! À condition bien sûr que vous renonciez à être des fractions publiques qui contestent notre orientation…

Certain-e-s camarades de la U imaginent même une simple « réunion des comités », dans une logique fédérale, pour décider de notre politique à l'élection présidentielle. Jusqu'où sont-ils et elles prêtes à aller pour se fabriquer une majorité artificielle dans le parti ? Non, puisque le congrès est reporté, il faut une véritable conférence nationale en juin, avec des plateformes nationales, permettant une représentation réelle du parti tel qu'il est aujourd'hui, qui discute de notre orientation avant de se prononcer sur notre tactique électorale. Nous militerons pour qu'une majorité se dégage pour « reprofiler » le NPA comme parti communiste révolutionnaire, cherchant à disputer aux réformistes et aux bureaucraties syndicales la direction de notre classe. Il faut sortir de cet anticapitalisme abstrait, et défendre, en s'appuyant sur les grandes mobilisations récentes du prolétariat et de la jeunesse (mouvement des Gilets Jaunes, grève contre la réforme des retraites), sur les mobilisations antiracistes (Black Lives Matter) et féministes (mouvement pour la grève du 8 mars) et sur les secteurs les plus combatifs, une orientation communiste concrète et pleinement assumée.

## Nous proposons notamment de discuter des éléments suivants :

- mettons-nous en avant un « plan d'urgence » (qui juxtapose les mots d'ordre sans préciser les conditions pour les satisfaire) ou un programme de transition qui articule les mots d'ordre avec une issue communiste à la crise ? Une telle issue serait fondée sur un statut qui garantit à chacun-e un revenu, et sur une démocratie économique qui implique une expropriation des capitalistes et une socialisation des moyens de production. Bien sûr, la défense d'un tel programme devrait partir de mesures concrètes et élémentaires face à la crise (masques gratuits pour tou-te-s, suppression des brevets sur les vaccins, financement de la santé et de la recherche publiques à hauteur des besoins, expropriation des grands trusts pharmaceutiques, etc.) mais en les reliant à l'objectif d'un gouvernement des travailleur/ses.

- face aux licenciements et aux suppressions d'emplois qui vont déferler et ont déjà commencé, lutte-t-on pour « faire payer les capitalistes » en imaginant que cela permettra de les contraindre à maintenir les emplois dans le cadre du capitalisme OU lutte-t-on pour la nationalisation sous contrôle ouvrier des entreprises ?

- menons-nous campagne pour l'annulation de toute la dette publique, en expliquant que cela devra s'accompagner d'une ponction massive de l'épargne des plus riches ?

- pose-t-on enfin la question du pouvoir concrètement en discutant des moyens pour qu'une transition communiste soit viable dans un environnement hostile ? Arrête-t-on d'associer toute rupture avec l'UE à une horrible dérive nationaliste ? Parle-t-on de la nécessaire souveraineté des travailleurs/ses sur la monnaie et les échanges extérieurs ?

**Tendance CLAIRE**, le 16 avril 2021